



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Aix-en-Provence, le - 4 JUIL. 2011

Unité Territoriale des Bouches du Rhône

Subdivision d'Aix-en-Provence
440, rue Albert Einstein
CS 50541
13594 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 3
☎ 04.42.91.59.00
📠 04.42.38.92.55

ICPE/ 21.06.11
GIDIC 64-00047-P3

Le Directeur Régional

à

Monsieur le Directeur
de la Société EMIS
Z.I. des Estroublans
13, rue d'Athènes

13127 - VITROLLES CEDEX

A l'attention de M. TURCCO

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Conclusions de la visite d'inspection du 5 mai 2011 de vos installations
à Vitrolles

Réf. Votre courrier en réponse du 20 mai 2011

P. J. : Une fiche d'écart complétée

Monsieur le Directeur,

Votre établissement a fait l'objet d'une visite d'inspection le 5 mai 2011 sur les points suivants :

- examen de la situation administrative au regard des conditions d'exploitation actuelles (en lien avec l'article 1er de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11 avril 1996) ;
- examen de l'impact éventuel de l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (notamment les rubriques déchets) ;
- examen du respect des dispositions de l'article 3 (prévention de la pollution des eaux) de l'arrêté préfectoral du 11 avril 1996 ;
- point sur l'action nationale qui va être engagée sur la recherche de substances dangereuses dans l'eau.

Suite à cette visite d'inspection, un écart à la réglementation ainsi qu'une liste de remarques vous ont été notifiés par l'Inspecteur des installations classées. Par courrier visé en référence, vous m'avez fait part de vos observations, compléments d'information et/ou engagements en réponse à ces constats.

Au terme de cet échange, je vous prie de bien vouloir prendre connaissance des conclusions de l'inspection suite à cette visite :

Ecart à la réglementation relevé (voir la fiche jointe)

La réponse apportée est satisfaisante. De ce fait, l'écart est soldé.

Remarques particulières relevées

Les remarques ont globalement fait l'objet d'une réponse satisfaisante.

Concernant votre projet de courrier relatif à la déclaration d'antériorité au titre de la rubrique n° 2795, il est nécessaire d'intégrer le volume maximum d'activité représentatif de l'activité (en l'occurrence exprimé en m³/j).

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du Code de l'environnement, ce courrier sera publié sur le site Internet de la DREAL PACA.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.